

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance Ordinaire du 26 JUIN 2024

L'an deux mille vingt-quatre
Et le vingt-six du mois de JUIN

Membres en exercice :	29
Membres présents :	24
Procurations :	5
VOTES :	29
POUR :	29
CONTRE :	/
ABSTENTIONS :	/
Date de convocation :	20/06/24

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est rassemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. BRUNET M. TOUCHE C. GARCIN F. CLARES P. BOY JP. GALANTINI V. JOURDAN E. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. MORARD S. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S. SEBANI S. FERAUD S. DERDICHE C.

PROCURATIONS : MM/MMES REYNIER C. à SPAGNOU D., TEMPLIER JP. à CODOUL B., GALLO C. à PERARD F. ODDOU S. à CLARES P. RODRIGUEZ C. à LAUGIER N.

M. Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

2024-06-07-SG

OBJET : APPROBATION PROROGATION BAIL A CONSTRUCTION LOT N°2A AVEC LA SEM DE SISTERON

Partant du constat que :

- la réalisation des projets de la SEM de Sisteron s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de la SEM à l'Horizon 2050 et qu'il est de l'intérêt communal de voir ces projets se réaliser ;
- il y a lieu de réaliser ces opérations dans le cadre d'avenants de prorogation des baux à construction et emphytéotiques non administratifs ;
- la réalisation de ces investissements concourt à la valorisation à terme du patrimoine appelé à revenir à la Commune à l'issue des baux et que la Commune a intérêt à consentir à une gestion homogène des échéances du terme de chaque bail ;

Par délibération n° 2024-05-02-SG en date du 23 mai 2024, le Conseil Municipal s'est donc prononcé pour le **lot n°2A figurant en vert sur le plan annexé**, en faveur :

- du projet de réalisation par la SEM d'un bâtiment nouveau sur le lot °2A pour une superficie totale de 2000m², pour un montant d'opération estimé à 5.080.000 € HT, montant auquel s'ajoutent les coûts liés au déplacement des occupants existants et la reprise des VRD estimés pour un montant de 380.000 € HT ;
- du principe d'un avenant au bail à construction non administratif conclu le 8 août 2003, modifié par avenant du 28 novembre 2016, portant **prorogation de durée de 20 ans** en considération des intérêts propres de la Commune ;

**Ainsi fait et délibéré,
Le Conseil Municipal à l'UNANIMITE**

- APPROUVE** les termes du projet d'avenant au bail à construction non administratif conclu le 8 août 2003, modifié par avenant du 28 novembre 2016, portant prorogation de durée de 20 ans en considération des intérêts propres de la Commune ;
- AUTORISE** le Maire à signer cet avenant.

Pour copie conforme,
Le Maire,
Daniel SPAGNOU